

ouge Emeraud Bulletin du Comité du Pays Malouin du Nouveau Parti Anticapitaliste

Janvier 2016

comité NPA du pays malouin: npasaintmalo@orange.fr

FAIRE FACE AUX DANGERS QUI S'ACCUMULENT, RECONSTRUIRE A GAUCHE!

L'année 2015 et singulièrement ses dernières semaines auront été marquées par une accélération des évolutions dans la situation politique nationale.

Ainsi ces attentats terroristes abjectes, perpétrés par des jeunes européens ont révélé au grand jour la fracture de notre société entre une « élite politico-économique », complètement déconnectée des souffrances sociales qu'elle engendre, et des strates de la population qui ne se pensent plus aucun projet, voire rejette tout avenir dans cet occident mondialisé.

Ainsi ces attaques terroristes ont dédenché de la part du gouvernement Hollande-Valls-Cazeneuve une seconde vague de mise en cause des libertés démocratiques et le renforcement de l'option militaire impérialiste en Afrique et au Proche Orient, digne du Patriot Act étatsunien de 2001.

Et pour terminer cette année terrible, des élections régionales qui se sont condues par une élimination/disparition de la social-démocratie dans des régions où elle a été historiquement hégémonique et un nouveau recul électoral de la « gauche » en général dans d'autres, avec une extrême droite qui a atteint des scores inédits rendant crédibles une prise du pouvoir à court ou à moyen terme. Sans parler pour ce qui nous concerne plus directement, d'un nouvel affaiblissement, d'un nouvel émiettement et de nouvelles compromissions des partis de la « gauche radicale ».

L'année 2016 ne commence pas mieux avec la poursuite de la dérive autoritaire du pouvoir qui

- dicte aux juges une sévérité inouile dans les sanctions contre les syndicalistes (prison ferme pour 8 salariés de Goodyear..), les opposants aux grands projets capitalistes (expulsion pour les résistants historiques de NDDL...)....
- annonce une troisième vague de mesures attentatoires aux libertés publiques (constitutionnalisation de l'état d'urgence, déchéance de nationalité et indignité nationale, nouvelle réforme des codes pénal et de procédure pénale supprimant en grande partie du contrôle des juges sur les opérations policières et administratives).
- entreprend une démolition du Code du Travail avec la bénédiction de Badinter et consorts...
- persiste dans sa politique économique qui arrose à jet continu le patronat en aides financières, allègements de toute sorte, avec le résultat sur le chômage que l'on sait....

Autant dire que les motifs de colère ne manquent pas dans ce tournant réactionnaire de la situation en France, lequel fait d'ailleurs écho à une dégradation de la situation internationale (récession en Chine, au Brésil, en Russie..., crise politique en Turquie, intensification de la guerre au Proche Orient...).

Dans ce contexte super-dangereux, l'orientation actuelle du gouvernement Hollande-Valls constitue une véritable impasse, sinon un véritable suicide politique pour la « gauche ». Son positionnement en défense de l'ordre libéral occidental et contre le monde du travail et des populations, le conduit, mesure après mesure, dans une course folle à droite ...qui ne profite qu'à l'extrême droite.

C'est cela qu'il faut stopper...Cela implique une totale indépendance vis-à-vis du gouvernement et des exécutifs locaux dirigés par le PS et ses alliés. C'est en cela que la stratégie des partis du Front de Gauche et d'EELV, à nouveau mise en pratique à l'occasion des régionales, est une erreur sinon une faute.

C'est pour cela qu'il faut se battre pied à pied et rassembler toutes les forces disponibles

- Contre la guerre que mène la France en Afrique et au Proche-Orient et qui ne fait qu'alimenter ici l'adhésion de jeunes laisser-pour-compte ou en quête d'un idéal autre que celui proposé chaque soir par TF1 ou autres médias,
- Contre le racisme et l'islamophobie, qu'on voit déferler actuellement y compris en Bretagne à propos des migrants ou à Saint-Malo, à propos du projet de mosquée,
- Aux côtés des salariés qui continuent à lutter contre les plans de licenciements (Air France...), la remise en cause des acquis (Assistance Publique de Paris...)
- Aux côtés des militant-es écologistes qui poursuivent les actions contre les grands projets inutiles et destructeurs de l'environnement (NDDL, Bure...) mais aussi dans la suite de la COP21 qui s'est bornée à être une vaste opération de communication.
- Et enfin, avec tout un chacun, contre toutes les mesures et lois liberticides qui réduisent notre espace d'expression et d'action démocratique.

Telle est la ligne de conduite que le NPA défendra dans la période qui vient avec l'espoir que se constitue sur ces bases ce rassemblement de tous celles et ceux qui veulent abattre ce système qui nous conduit dans le mur et la barbarie.

> SUIVEZ L'ACTUALITE POLITIQUE SUR LE SITE INTERNET LOCAL DU **NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE**

http://www.anticapitaliste-35.org et http://www.facebook.com/NpaSaintMalo

BREVES DE PONTONS

C. RENOULT BETONNE.....DISCRETEMENT

Dans son obsession d'inverser la courbe démographique de la ville, C. RENOULT, le maire de Saint-Malo, ambitionne de construire 450 logements par an pendant 10 ans...Jusque là pas de souci.

Sauf qu'on a quand même l'impression que certains paramètres de la politique d'urbanisme de la ville prévalent sur d'autres. Alors que l'intérêt commercial et financier des sociétés de promotion ou d'investissements semble être un des critères constants pour l'autorisation des projets, il n'en est pas de même pour la transparence des décisions. Ainsi par exemple, que ce soit pour le projet de lotissement du jardin de la Louisiane ou pour le projet d'immeuble à la place de la Maison des Associations, la communication de la municipalité et la consultation des riverains et des usagers ont brillé par leur silence...de béton.

On peut certes imaginer que C. RENOULT ait quelques renvois d'ascenseur à faire vis-à-vis de certains « soutiens proches » qui l'ont aidé à déboulonner son prédécesseur, mais la politique de l'urbanisme doit être une politique publique au service des habitants et des usagers et non au service des lobbies du BTP, du commerce et de l'immobilier.

HALTE A LA HAINE

Signe des temps, en déposant un permis de construire pour aménager une mosquée sur une parcelle qu'elle a acquise à Saint-Malo il y a plusieurs années, la communauté musulmane a déclenché, à son corps défendant, une vague de haine, de racisme et d'islamophobie sans précédent dans la région.

Si le maire a refusé le permis de construire pour des raisons qu'on veut croire uniquement juridiques et techniques, mettant ainsi un terme provisoire à cette polémique, nul doute que cette affaire rebondira prochainement.

Il n'empêche que cet épisode met en lumière plusieurs choses:

- une réelle droitisation des esprits qui fait qu'en quelques heures (ou quelques clics), certains peuvent activer un réseau de près de 3000 personnes (certes en grande partie hors de la région) où se banalisent un discours xénophobe, voire des injures racistes et haineuses...
- N L'existence dans notre région de plusieurs groupes d'activistes de droite extrême et d'extrême-droite qui se masquent sous des appellations diverses telles que Association citoyens laïques, Cercle des Actifs Malouins, Résistance Républicaine...
- La porosité entre ces groupes et certains partis politiques ayant pignon sur rue à Saint-Malo ou à Dinard (FN naturellement, mais aussi les Républicains...).
- La « contamination » par ces idées de certains milieux professionnels et institutions locales (police, par exemple,....).

Nous autres, militant-es du NPA dans le pays malouin, nous ne sommes pas déïstes. Pour autant, nous sommes pour la liberté de culte et défendrons toujours la liberté de conscience contre les tenants du racisme et de l'intolérance.

Le NPA réunira une conférence nationale les 19 et 20 mars pour arrêter sa tactique à l'occasion de l'élection présidentielle de 2017. D'ici là, le débat va s'engager en interne et les militant-es seront amené-es à se déterminer lors d'AG locales sur la base de 3 plateformes , connues à ce jour.

ORDURES MENAGERES.....CA DEGUEULE

Prise dans l'étau des réductions de dotation d'état, de la hausse de la TVA et de sa politique d'investissement en faveur des entreprises, Saint-Malo Agglomération a mis en place une stratégie de rentabilisation/réduction des dépenses de fonctionnement, illustrée notamment par la restructuration du service public de collecte des déchets.

Ainsi, depuis le début de l'année, la collecte des déchets ménagers a été réduite à une fois par semaine et celle des déchets recyclables à une fois par quinzaine. Quant aux encombrants, l'enlèvement mensuel est purement et simplement supprimé.

Pour autant, consécutivement à cette restriction très significative des prestations, nul n'annonce une réduction de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères...

Voilà un mode de gestion du service public qui ne peut avoir notre approbation, d'autant qu'au bas des immeubles les habitants « gueulent » et les poubelles « dégueulent » !

MISTRAL.....VOYOU

La presse locale a relaté il y a quelques semaines l'affaire de la société « *Mistral intérim* », boîte d'intérim « dinardo-slovaque » qui proposait aux entreprises locales du bâtiment des missions de travailleurs slovaques à des tarifs horaires défiant toute concurrence (de l'ordre de 10€/heure), avec quelques modalités pratiques de « travail dissimulé ». L'URSSAF estimait à 130.000 le nombre d'heures ainsi non déclarées...

La preuve est ainsi faite que nonobstant les crédits d'impôts, allègements de « charges » et autres aides indirectes de l'état et des collectivités locales, employeurs du BTP et maîtres d'ouvrage continuent d'avoir recours à ces pratiques délétères. Et dire que les mêmes continuent de réclamer la casse du Code du Travail!



Le Collectif malouin de soutien au peuple grec et l'association Bretagne-Grèce-Solidarité-Santé organisent une

projection-débat sur la situation en Grèce autour du film de Philippe MENUT,

« LA TOURMENTE GRECOUE II »

LUNDI 22 FEVRIER à 20H15 au cinéma LE VAUBAN 1 (bd de la Tour d'Auvergne à Saint-Malo)

Ce documentaire de 75 mn est à la fois une enquête précise sur les mécanismes de l'austérité et de la dette publique et un gros plan à la fois humain et économique sur les causes et les conséquences de la crise grecque. Il donne la parole aux salariés, militants, économistes, médecins, ministres, chômeurs, philosophes... et constitue un éclairage sur la crise vécue de l'intérieur avec des témoignages sur la résistance et la solidarité du peuple grec. Le réalisateur Philippe Menut sera présent à la projection.

Film en français. La bande annonce est disponible sur https://youtu.be/kisypMGs7no

Le réchauffement climatique après le grand barnum de la COP

Celles et ceux qui se réjouissent de l'accord gnent le fait que le texte adopté fixe pour objectif absorptions de gaz à effet de serre». C'est exact, MAIS, pour apprécier la portée de cet engagement, pour savoir s'il est effectivement conforme aux impératifs de la résilience, il faut tenir compte aussi des faits suivants:

- -le texte ne fixe **aucune échéance pour le pic** des émissions:
- le texte ne fixe aucune échéance précise pour l'équilibre émissions/absorptions («dans la seconde moitié du siècle», ça peut être en 2099)
- conséquence logique de ces deux premiers points: le texte ne mentionne aucun objectif non plus en matière de taux annuel de réduction des émissions:
- le texte est muet sur la sortie des combustibles fossiles, et ne dit mot sur la nécessité d'un système énergétique basé sur les renouvelables.

Que faut-il en conclure?

- -qu'il n'y a aucune limite posée à la combustion des combustibles fossiles (y compris ceux provenant des sables bitumineux, des huiles lourdes, etc)
- que, pendant une période indéterminée, il faudrait se résigner au fait que les émissions résultant de cette combustion feront partie du « paquet » d'émissions anthropiques à équilibrer par les ab- grande hydroélectricité, les biocarburants et les sorptions, d'ici 2100.

Certaines ONG (Greenpeace, Avaaz) en déduisent que la COP21 « a tourné la page des combustibles fossiles ». Désolé, c'est vraiment prendre ses rêves pour des réalités!

Les multinationales du secteur fossile n'ont aucune intention de se faire hara-kiri. Si l'accord ne leur convenait pas, elles crieraient qu'on les assassine. Ce n'est pas le cas.

L'accord que l'extractivisme attendait

En vérité, l'accord correspond exactement à ce que 14 multinationales extractivistes, dont Shell et BP, souhaitaient. Elles l'avaient exprimé dairement en octobre, lorsque le projet pour la COP était connu :

- un accord basé sur les plans nationaux (les INDCs) et incluant tous les pays (au moins tous les grands émetteurs);
- un accord à long terme, sans engagements chiffrés de réduction des émissions à court et moyen terme, mais avec révision périodique, avec soutien aux marchés internationaux du carbone, mais sans aucune contrainte sur les transports maritimes et aériens (mondialisation libérale oblige).

Pourquoi les représentants de ces groupes capitalistes restent-ils si discrets aujourd'hui? 1°) parce que l'accord de Paris leur convient; 2°) parce que l'illusion créée que cet accord résout enfin l'angoissant défi climatique leur convient encore plus: cela détourne l'attention de leur responsabilité et affaiblit les mobilisations contre leurs projets.

Comment comptent-ils faire?

L'accord se bornant à « équilibrer les émissions seule stratégie concevable universel sur le climat du 12 décembre souli- anthropiques et les absorptions de gaz à effet de serre dans la seconde moitié du 21e siècle », com-trophe absolue, apocalyptique « d'atteindre dans la seconde moitié du siècle un ment les « grands de ce monde » comptent-ils faire que constituerait un réchauffeéquilibre entre les émissions anthropiques et les pratiquement pour parvenir à ce qu'on désigne ment de 6°C d'ici la fin du comme « neutralité dimatique »?

> Il n'y a, en l'état actuel des connaissances, que trois réponses techniques à cette question :

- ·L'augmentation de la superficie occupée par des forêts - ou par des plantations industrielles d'arbres - en tant que « puits de carbone » (couplée éventuellement à la promotion d'arbres OGM à croissance ultra-rapide);
- la capture du CO2 provenant de la combustion des fossiles au niveau des grandes installations de combustion et sa séquestration dans des couches géologiques profondes;
- la capture du CO2 provenant de la combustion de biomasse et sa séquestration dans des couches géologiques profondes.

Il est bien possible que celles et ceux qui ont rédicié l'accord de Paris se fichent en réalité de savoir si l'équilibre entre émissions anthropiques et absorptions sera effectivement atteint après 2050.

Mais, si le but est effectivement d'atteindre cet équilibre sans organiser en même temps le moindre mouvement de sortie des fossiles, alors il faudra généraliser les trois technologies cidessus...et les combiner avec le nucléaire, la parcs industriels de renouvelables. Sans changer la structure du système énergétique capitaliste (ultra-centralisé, gaspilleur et inefficient). Donc en

sauvant les profits et les rentes des grands groupes qui sont pourtant les responsables de la catastrophe dimatique.

Un projet implicite

Ce scénario ne relève pas de la politique-fiction: c'est celui de l'Agence Internationale de l'énergie. C'est ce scénario-là qui sous-tend implicitement l'accord de la COP21. Implicitement, les différentes techniques de « compensation » et de « séquestration » des émissions sont au centre du projet, et de nouveaux mécanismes de marché du carbone seront mis en place pour les actionner.

Le texte évoque la création d'un «mécanisme du développement durable » : il s'agit d'amplifier le « mécanisme du développement propre » du protocole de Kyoto, afin d'étendre au maximum toutes les possibilités de compensation des émissions, notamment en permettant à la Chine, à l'Inde et autres émergents d'en profiter à leur tour... sur le dos des plus pauvres et des écosystèmes.

Les dimato-négationnistes ont sans doute perdu la bataille au sein de la classe dominante, même s'ils

font de la résistance. Mais que faire? Du point de vue capitaliste, le scénario esquissé cidessus est probablement la pour tenter d'enrayer la catas-



siècle (ce vers quoi nous allons au rythme actuel des émissions!).

Un printemps silencieux planétaire, ou la lutte

Du point de vue écosocial, il est extrêmement peu probable que ce scénario permette le respect des 1,5° ou même des 2°C. La menace qui se profile est plutôt celle d'un réchauffement de 3°C environ, voire plus. Une situation gérable pour le capital, mais au prix de centaines de millions de vies humaines mutilées et sacrifiées.

Au prix aussi d'un massacre environnemental incommensurable. Selon une étude de la Stanford University, la technologie BECS permettrait de retirer annuellement dix GT de CO2 de l'atmosphère d'ici 2050. Combien de millions d'hectares de forêt faut-il mettre en coupe réglée, combien de millions d'hectares d'eucalyptus OGM faudra-t-il planter pour parvenir à ce résultat ? Les grandes ONG qui applaudissent à l'accord feraient mieux d'y réfléchir à deux fois, sans quoi elles seront complices d'un « printemps silencieux » planétaire.

La solution est moins que jamais dans le lobbving. Rester sous 1.5°C de réchauffement n'est possible que par la lutte et la mobilisation. Pour nos enfants et notre terre, pour la nature dont nous faisons partie, il faut briser le pouvoir des groupes capitalistes assoiffés de profit et de croissance.

Ecosocialisme ou barbarie!

D'après D. Tanuro

SALUT MONA!

Mona avait rejoint notre courant politique en 2002 à l'occasion de la première campagne présidentielle d'Olivier Besancenot.

Elle avait adhéré à la LCR et avait été, à Saint-Malo, de tous les combats sociaux et internationalistes des années 2000, et notamment de la solidarité avec la Palestine, de la lutte contre le traité constitutionnel européen de 2005 et de la lutte contre le CPE..



Son tempérament plutôt libertaire ne l'avait pas empêché d'être candidate sur notre liste municipale « SAINT-MALO A GAUCHE TOUTE!» en 2008 et de participer à la création du NPA. L'âge avançant, elle s'était

éloignée peu à peu de l'engagement militant, mais on la croisait toujours du coté de Solidor et elle était toujours disponible pour parler politique ou montrer sa dernière création picturale.

Mona est décédée après quelques semaines d'hospitalisation en fin d'année 2015.

Nous ne l'oublierons pas.



Faisons céder Vinci et le ca va se durcir....après les régionales, disionsnous dans notre dernier numéro.

Ca n'a pas loupé!

Quelques jours avant Noël, voilà que les « pouvoirs publics » décident d'engager la procédure d'expulsion contre quatre agriculteurs et plusieurs autres familles qui vivent sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.

Cette nouvelle provocation a eu pour effet de réactiver en quelques jours les comités et réseaux de solidarité avec les opposants au projet d'aéroport.

Le 9 janvier a eu lieu une belle et massive mobilisation (20.000 personnes) sur le périphérique de Nantes avec blocage du pont de Cheviré pendant presque 12 heures.

Le 16 janvier, c'était au moins 5000 opposants (150 tracteurs) qui se retrouvaient sur le parvis de Rennes-Métropole pour exiger de F. Hollande qu'il tienne sa promesse de 2012: pas d'expulsions avant que tous les recours juridiques ne soient purgés.

On sentait bien, vu la pression qu'exercent sur le gouvernement, Retailleau et la droite dure qui ont repris la région Pays de la Loire au PS, qu'on risquait fort d'aller vers l'épreuve de force.

C'est fait!

Le 25 janvier, le juge des expropriations s'est prononcé en confirmant les expulsions d'ici le 26 mars. Du coup, c'est

mobilisation générale.

Prochains rendez-vous (connus):

- Le 6 février à Rennes, manifcarnaval de soutien organisé par le comité ZAD de Rennes
- Le 27 février à Nantes, manifestation de masse pour l'abandon du projet.

Le NPA Bretagne et le comité du pays malouin appellent à soutenir et à participer à ces initiatives.

Goodyear Amiens, l'inacceptable vengeance

en première instance la condamna- départs en retraite et 9 décès. tion de huit ex-salariés de l'usine de séquestration.

C'est le 24 novembre dernier que riés de Goodyear, dont cinq milidans l'usine occupée d'Amiens.

l'usine était fermée avec près de rieur à 6 mois, une trentaine sont présent.

Le tribunal d'Amiens a prononcé en intérim, il y a eu près de 140

En application de l'accord de fin Goodyear, à 24 mois de prison, de conflit signé avec les syndicats dont 9 mois fermes, assortis d'une fin janvier 2014, Goodyear avait possibilité d'aménagement. Six des retiré sa plainte, tout comme les huit accusés sont relaxés de l'accu- deux cadres concernés qui se sont sation de violences en réunion désistés après avoir, dans un premais tous sont déclarés coupables mier temps, déposé plainte à titre individuel.

C'est donc le parquet, avec au s'était tenu le procès des huit sala- minimum le feu vert du gouvernement, qui a poursuivi les salatants de la CGT parmi lesquels son riés pour séquestration, violences responsable Mickaël Wamen, pour en réunion et voies de fait. Une la séquestration, sans violences, de décision donc clairement polideux cadres, pendant 30 heures, tique qui s'inscrit dans la volonté de répression du mouvement Dans les jours qui suivirent, syndical, du mouvement social.

Les salariés ont déclaré vouloir 1150 licenciements. Sur ces 1150 faire appel de ce jugement scandasalariés, plus de 750 d'entre eux leux. Après la mobilisation de soun'ont toujours pas retrouvé de tra- tien aux salariés d'Air France, voilà vail. 70 personnes sont en CDI, en- une nouvelle étape de la lutte viron 80 ont créé leur entreprise, contre la politique répressive du une trentaine sont en CDD supé- gouvernement. Le NPA répond

'our nos libertés, contre l'état d'urger

En profitant de l'émo- tion provoquée par les attentats, le gouvernement a imposé, par l'état d'urgence, une restriction des libertés élémentaires que sont le droit de manifester et d'aller et venir...

Il se prépare à prolonger cet état d'exception, à le « graver dans le marbre de la constitution », à mettre en œuvre la déchéance de nationalité ou l'indignité nationale, le tout accompagné d'une réforme pénale permettant d'augmenter considérablement les pouvoirs de la police et de l'administration préfectorale, sans contrôle judiciaire.

Aujourd'hui, alors que les médias entretiennent le mythe d'une adhésion d'une très grande majorité des français à la poursuite sans limite de l'état d'urgence et à l'idée selon laquelle la liberté passe après la sécurité, de nombreuses voix s'élèvent et non des moindres (la Ligue des Droits de l'Homme, l'ex ministre de la Justice C. Taubira, la conférence des procureurs...) pour s'alarmer des risques de cette dérive autoritaire du pouvoir.

Le NPA s'inscrit bien entendu dans ce mouvement, car plus de pouvoirs sans contrôle à la police, c'est à coup sûr moins de justice, c'est

moins de droits, surtout pour celles et ceux qui résistent au patronat, aux Vinci et autres multinationales....

En ce sens, le comité du pays malouin participait au rassemblement proposé par la LDH le 30 janvier à Saint-Malo. Il soutiendra et participera à toute initiative locale prise pour appeler et faire s'exprimer dans la durée la vigilance contre toute restriction des libertés publiques et mise en cause des principes démocratiques.

